

ARRETE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSÉES

JMG

N° - 991121

du 31 MAI 1999

portant prescriptions complémentaires à la Société TFN à RICHWILLER

*Le Préfet du Département du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi susvisée, et notamment son article 18,
- VU l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment ses chapitres VII, VIII, IX et X,
- VU les arrêtés préfectoraux n° 940 299 et n° 950 719 en dates respectivement des 1^{er} mars 1994 et 2 mai 1995 autorisant et réglementant les installations exploitées à RICHWILLER par la Société TFN,
- VU le rapport de l'Inspecteur des installations classées du 25 MARS 1999
- VU l'avis du 6 MAI 1999 Conseil Départemental d'Hygiène,

CONSIDERANT les termes de l'article 68-I de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé qui précise que les dispositions des chapitres 7 à 9 relatifs à la surveillance des rejets et de leurs effets sur l'environnement sont applicables aux installations existantes dans un délai de 1 an à compter de la publication de l'arrêté précité (3 mars 1998), soit le 3 mars 1999 et que les conditions de la surveillance des rejets et de leurs effets sur l'environnement sont fixées par un arrêté complémentaire pris dans un délai d'un an suivant la publication de l'arrêté précité, soit le 3 mars 1999,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de préciser les dispositions générales et particulières relatives à la bonne gestion des déchets produits, aux conditions de stockage de ceux-ci et à la définition des déchets que l'exploitant est autorisé à éliminer à l'extérieur de son établissement,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

.../...

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

ARRETE

ARTICLE 1^{ER}

Les dispositions complémentaires des articles suivants s'appliquent à la Société TFN désignée « exploitant » ci-après dont le siège social est au 251 rue de Crimée – 75019 PARIS pour l'exploitation de ses installations sises au 4 rue Manhurin – Zone Industrielle – 68120 RICHWILLER.

ARTICLE 2 – ABROGATION

Les dispositions de l'article 4.4 relatives à l'autosurveillance (combustion et gaz rejetés) de l'arrêté préfectoral n° 940 299 du 1^{er} mars 1994 et les dispositions de l'article 12 relative aux fréquences des mesures de l'arrêté préfectoral n° 950 719 du 2 mai 1995, sont abrogées.

ARTICLE 3 – SURVEILLANCE DES EMISSIONS

2.1 Généralités

- I. L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions lorsque les flux de polluants autorisés dépassent les seuils définis à l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et impliquant des limites en concentration. Ce programme de surveillance est défini à l'article 3.2 ci-après.
- II. Pour la mise en œuvre de ce programme de surveillance, les méthodes utilisées sont les méthodes de références indiquées à l'annexe Ia de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé et jointes au présent arrêté.
- III. Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme choisi en accord avec l'Inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci.
- IV. Les résultats de l'ensemble des mesures (contrôles périodiques et/ou continu) prévues au présent article sont transmis à l'inspection des installations classées avant le 15 du mois qui suit chacun des 4 trimestres de l'année (15 janvier, 15 avril, 15 juillet, 15 octobre), accompagnés de commentaires écrits sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, selon le modèle figurant en annexe du présent arrêté.
- V. Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.

.../...

3.2 Dispositions particulières - Pollution de l'air

L'exploitant réalise dans les conditions prévues à l'article 3.1, les mesures suivantes sur ses effluents gazeux.. Les deux installations de décapage thermique rejetant les mêmes polluants par deux rejets canalisés distincts, les flux impliquant les limites en concentration mentionnés à l'article 27 (dont copie est jointe au présent arrêté) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, représentent le flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus.

I.

- La détermination de la température des gaz de combustion se fait par mesure en continu pour chaque installation en un point représentatif des conditions de combustion.
- La détermination du débit de chaque rejet se fait par mesure en continu.
- La détermination de la teneur en oxygène des gaz de combustion et du temps de séjour des gaz de combustion à la température de post-combustion de 1000°C, se fait par une mesure mensuelle, en continu sur un cycle de traitement représentatif et pour chaque installation.

II. Les mesures suivantes s'effectuent sur les rejets de chaque installation et sur un cycle de traitement représentatif. Les émissions diffuses sont prises en compte.

Paramètre	Fréquence des mesures
Poussières totales	Annuelle
Monoxyde de carbone	Annuelle
Oxydes de soufre (exprimés en dioxyde de soufre)	(1)
Oxydes d'azote (exprimés en dioxyde d'azote)	(2)
Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore (exprimés en HCl)	(1)
Fluor et composés inorganiques du fluor (gaz, vésicules et particules) (exprimés en HF)	(2)
Composés organiques à l'exclusion du méthane	(2)
Composés organiques visés à l'annexe III (jointe au présent arrêté) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998	(2)
Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) :	
-Cadmium, mercure et thallium et leurs composés (exprimé en Cd + Hg + Tl)	(1)
-Arsenic, sélénium et tellure et leurs composés autres que ceux visés ci-après par les substances cancérigènes (exprimé en As + Se + Te)	(2)
-Antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, plomb, vanadium, zinc et leurs composés autres que ceux visés ci-après par les substances cancérigènes (exprimé en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn)	(2)
Acide cyanhydrique (exprimé en HCN), brome et composés inorganiques gazeux du brome (exprimé en HBr), chlore (exprimé en HCl), hydrogène sulfuré	(2)
Ammoniac	(2)
Substances cancérigènes visées aux annexes IV (jointes au présent arrêté) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998	(2)

.../...

- (1) Pour ces paramètres, l'exploitant justifiera chaque année que les flux mentionnés à l'article 27 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et impliquant des limites en concentration, ne sont pas dépassés. Dans le cas où ceux-ci sont dépassés, une mesure semestrielle sera effectuée.
- (2) Pour ces paramètres, l'exploitant réalisera sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, sur un cycle de traitement représentatif, une analyse afin de déterminer si les flux visés à l'article 27 (dont copie est jointe au présent arrêté) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et impliquant les limites en concentration ne sont pas dépassés.
Dans le cas où ceux-ci sont dépassés, une mesure semestrielle sera effectuée.
Dans le cas où cette mesure confirme que les flux précités ne sont pas dépassés, l'exploitant justifiera chaque année que les flux mentionnés à l'article 27 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ne sont pas dépassés.

ARTICLE 5 – DISPOSITIONS RELATIVES AUX DECHETS

5.1. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets produits.

A cette fin, il doit successivement :

- Limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres.
- Trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication,
- S'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique,
- S'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

5.2. Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégées des eaux météoriques.

5.3. Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre de la loi du 19 juillet 1976, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement : l'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. Il tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités.

Dans ce cadre, il justifiera à compter du 1^{er} juillet 2002, le caractère ultime au sens de l'article 1^{er} de la loi du 15 juillet 1975 modifiée, des déchets mis en décharge.

.5.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

L'exploitant est autorisé à éliminer à l'extérieur de son installation les déchets suivants selon le décret n° 97-517 du 15 mai 1997 :

CODE	DESIGNATION DECHET
08 01 02	Déchets de peintures et vernis contenant des solvants non halogénés

ARTICLE 6 – MODALITES D'APPLICATION

☐ Les dispositions du présent arrêté sont applicables immédiatement.



.6.

Article 7

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté portant prescriptions complémentaires est déposée à la mairie de RICHWILLER et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de RICHWILLER pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargé de l'inspection des Installations Classées et les inspecteurs des services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le 31 MAI 1999

Le Préfet,
Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général
Signé : O. LAURENS-BERNARD



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :


Christian AULEN

Délais et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement). La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.

Sous-section 1

Cas général

Art. 27.- Sous réserve des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 30 ci-après, les effluents gazeux respectent les valeurs limites suivantes selon le flux horaire maximal autorisé :

1°- Poussières totales : Si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 100 mg/m³.

Si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 40 mg/m³.

2°- Monoxyde de carbone : L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe le cas échéant une valeur limite d'émission pour le monoxyde de carbone.

3°- Oxydes de soufre (exprimés en dioxyde de soufre) : Si le flux horaire est supérieur à 25 kg/h, la valeur limite de concentration est de 300 mg/m³.

4°- Oxydes d'azote (exprimés en dioxyde d'azote) :

a) - Oxydes d'azote hormis le protoxyde d'azote : Si le flux horaire est supérieur à 25 kg/h, la valeur limite de concentration est de 500 mg/m³.

b) - Protoxyde d'azote : L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, lorsque l'installation est susceptible d'en émettre, une valeur limite d'émission pour le protoxyde d'azote.

5°- Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore (exprimés en HCl) : Si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 50 mg/m³.

6°- Fluor et composés inorganiques du fluor (gaz, vésicules et particules), (exprimés en HF) : Si le flux horaire est supérieur à 500 g/h, la valeur limite de concentration est de 5 mg/m³ pour les composés gazeux et de 5 mg/m³ pour l'ensemble des vésicules et particules.

Dans le cas des unités de fabrication de l'acide phosphorique, de phosphore et d'engrais phosphatés, ces valeurs sont portées à 10 mg/m³.

7°- Composés organiques :

a)- Rejet total en composés organiques à l'exclusion du méthane : Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 150 mg/m³.

Dans le cas de l'utilisation d'une technique d'incinération pour l'élimination des composés organiques, la valeur limite de concentration est exprimée en carbone total et est ramenée à 50 mg/m³.

b)- Composés organiques visés à l'annexe III : Si le flux horaire total de composés organiques visés à l'annexe III dépasse 0,1 kg/h, la valeur limite de la concentration globale de l'ensemble de ces composés est de 20 mg/m³.

En cas de mélange de composés à la fois visés et non visés à l'annexe III, la valeur limite de concentration de 20 mg/m³ ne s'impose qu'aux composés visés à l'annexe III et une valeur de 150 mg/m³ s'impose à l'ensemble des composés visés et non visés.

8°- Métaux et composés de métaux (gazeux et particuliers) :

a)- Rejets de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés : Si le flux horaire total de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés dépasse 1 g/h, la valeur limite de concentration est de 0,2 mg/m³ (exprimée en Cd + Hg + Tl).

b)- Rejets d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés autres que ceux visés au 12° : Si le flux horaire total d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés dépasse 5 g/h, la valeur limite de concentration est de 1 mg/m³ (exprimée en As + Se + Te).

c)- Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, plomb, vanadium, zinc et de leurs composés autres que ceux visés au 12° : Si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse*, nickel, plomb, vanadium, zinc* et de leurs composés dépasse 25 g/h, la valeur limite de concentration est de 5 mg/m³ (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn).

* En cas de fabrication de monoxyde de zinc (ZnO) et de bioxyde de manganèse (MnO₂), la valeur limite de concentration pour respectivement le zinc et le manganèse est de 10 mg/m³.

9°- Rejets de diverses substances gazeuses :

a)- Phosphine, phosgène : Si le flux horaire de phosphine ou de phosgène dépasse 10 g/h, la valeur limite de concentration est de 1 mg/m³ pour chaque produit.

b)- Acide cyanhydrique exprimé en HCN, brome et composés inorganiques gazeux du brome exprimés en HBr, chlore exprimé en HCl, hydrogène sulfuré : Si le flux horaire d'acide cyanhydrique ou de brome et de composés inorganiques gazeux du brome ou de chlore ou d'hydrogène sulfuré dépasse 50 g/h, la valeur limite de concentration est de 5 mg/m³ pour chaque produit.

c)- Ammoniac : Si le flux horaire d'ammoniac dépasse 100 g/h, la valeur limite de concentration est de 50 mg/m³.

10°- Amiante : Si la quantité d'amiante brute mise en oeuvre dépasse 100 kg/an, la valeur limite de concentration est de 0,1 mg/m³ pour l'amiante et de 0,5 mg/m³ pour les poussières totales.

11°- Autres fibres : Si la quantité de fibres, autres que l'amiante, mises en oeuvre dépasse 100 kg/an, la valeur limite de concentration est de 1 mg/m³ pour les fibres et de 50 mg/m³ pour les poussières totales.

12° - Rejets de substances cancérogènes : L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe une valeur limite d'émission :

- si le flux horaire de l'une des substances visées à l'annexe IV.a dépasse 0,5 g/h ;
- si le flux horaire de l'une des substances visées à l'annexe IV.b dépasse 2 g/h ;
- si le flux horaire de l'une des substances visées à l'annexe IV.c dépasse 5 g/h ;
- si le flux horaire de l'une des substances visées à l'annexe IV.d dépasse 25 g/h.

Art. 28.- Dans le cas où une installation rejette le même polluant par divers rejets canalisés, les dispositions de l'article 27 s'appliquent à chaque rejet canalisé dès lors que le flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus dépasse le seuil fixé à l'article 27.

Art. 29.- Le niveau d'une odeur ou concentration d'un mélange odorant est défini conventionnellement comme étant le facteur de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population.

Le débit d'odeur est défini conventionnellement comme étant le produit du débit d'air rejeté, exprimé en m³/h, par le facteur de dilution au seuil de perception.

L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe le cas échéant le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère par l'ensemble des sources odorantes canalisées, canalisables et diffuses, à ne pas dépasser.

Sous-section 2

Pour certaines activités

Art. 30 - Pour certaines activités, les dispositions des articles 27 et 29 sont modifiées ou complétées conformément aux dispositions suivantes:

1°- Cokeries : Les dispositions du 3° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes :
Si le flux horaire est supérieur à 25 kg/h, la valeur limite de concentration est de 500 mg/m³.

2°- Fabrication du dioxyde de titane : Les dispositions du 1° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes :

La valeur limite de concentration pour les rejets de poussières est de 50 mg/m³ pour les sources principales et de 150 mg/m³ pour les autres sources (sources diffuses).

Les dispositions du 3° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes :

La valeur limite pour les rejets d'oxydes de soufre est de :

- 10 kg d'équivalent SO₂ par tonne de dioxyde de titane produite pour les unités de digestion et de calcination ;
- et 500 mg/m³ d'équivalent SO₂ pour les unités de concentration de déchets acides.

De plus, des dispositifs permettant de supprimer l'émission de vésicules acides sont installés et les installations de grillage des sels produits par le traitement des déchets sont équipées selon la meilleure technologie disponible en vue de réduire les émissions d'oxydes de soufre.

3°- Raffineries de produits pétroliers : Pour les raffineries neuves, les dispositions du 3° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes : le rejet total d'oxydes de soufre ne doit pas dépasser le flux journalier

ANNEXE III

Composés organiques visés au b) du 7° de l'article 27, à l'article 52, au 7° de l'article 59 et à l'article 63

N° CAS	N° INDEX (*)	NOM ET SYNONYME
75-07-0	605-003-00-6	Acétaldéhyde (aldéhyde acétique)
79-10-7	607-061-00-8	Acide acrylique
79-11-8	607-003-00-1	Acide chloroacétique
50-00-0	605-001-00-5	Aldéhyde formique (formaldéhyde)
107-02-8	605-008-00-3	Acroleïne (aldéhyde acrylique - 2 - propenal)
96-33-3	607-034-00-0	Acrylate de méthyle
108-31-6	607-096-00-9	Anhydride maléique
62-53-3	612-008-00-7	Aniline
92-52-4	601-042-00-8	Biphényles
107-20-0		Chloroacétaldéhyde
67-66-3	602-006-00-4	Chloroforme (trichlorométhane)
74-87-3	602-001-00-7	Chlorométhane (chlorure de méthyle)
100-44-7	602-037-00-3	Chlorotoluène (chlorure de benzyle)
1319-77-3	604-004-00-9	Crésol
584-84-9	615-006-00-4	2,4-Diisocyanate de toluylène
7439-92-1		Dérivés alkylés du plomb
75-09-02	602-004-00-3	Dichlorométhane (chlorure de méthylène)
95-50-1	602-034-00-7	1,2-Dichlorobenzène (O-dichlorobenzène)
75-35-4	602-025-00-8	1,1-Dichloroéthylène
120-83-2	604-011-00-7	2,4-Dichlorophénol
109-89-7	612-003-00-X	Diéthylamine
124-40-3	612-001-00-9	Diméthylamine
123-91-1	603-024-00-5	1,4-Dioxane
75-04-7	612-002-00-4	Ethylamine
98-01-1	605-010-00-4	2-Furaldéhyde (furfural)
	607-134-00-4	Méthacrylates
		Mercaptans (thiols)
98-95-3	609-003-00-7	Nitrobenzène
		Nitocrésol
100-02-7	609-015-00-2	Nitrophénol
88-72-2]		
99-99-0]	609-006-00-3	Nitrotoluène
108-95-2	604-001-00-2	Phénol
110-86-1	613-002-00-7	Pyridine
79-34-5	602-015-00-3	1,1,2,2-Tétrachloroéthane
127-18-4	602-028-00-4	Tétrachloroéthylène (perchlöréthylène)
56-23-5	602-008-00-5	Tétrachlorométhane (tétrachlorure de carbone)
		Thioéthers
		Thiols
95-53-4	612-091-00-X	O.Toluidine
79-00-5	602-014-00-8	1,1,2,2-Trichloroéthane
79-01-6	602-027-00-9	Trichloroéthylène
95-95-4	604-017-00-X	2,4,5 Trichlorophénol
88-06-2	604-018-00-2	2,4,6 Trichlorophénol
121-44-8	612-004-00-5	Triéthylamine
1300-71-6	604-006-00-X	Xylénol (sauf 2,4-xylénol)

(*) se référer à l'annexe I de l'arrêté du 20 avril 1994 (J.O. du 8 mai 1994) relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses.

ANNEXE IV.a

Substances visées au 12° de l'article 27

Benzidine; benzo (a) pyrène; béryllium et ses composés inhalables, exprimés en Be; composés du chrome VI en tant qu'anhydride chromique (oxyde de chrome VI), chromate de calcium, chromate de chrome III, chromate de strontium et chromates de zinc, exprimés en chrome VI; dibenzo (a, h) anthracène; 2 naphtylamine; oxyde de bis chlorométhyle.

ANNEXE IV.b

Substances visées au 12° de l'article 27

Trioxyde et pentoxyde d'arsenic, acide arsénieux et ses sels, acide arsénique et ses sels, exprimés en As; 3,3 dichlorobenzidine; MOCA; 1,2 dibromo-3-chloropropane; sulfate de diméthyle.

ANNEXE IV.c

Substances visées au 12° de l'article 27

Acrylonitrile; épichlorhydrine; 1-2 dibromoéthane; chlorure de vinyle; oxyde, dioxyde, trioxyde, sulfure et sous-sulfure de nickel, exprimés en Ni.

ANNEXE IV.d

Substances visées au 12° de l'article 27

Benzène; 1-3 butadiène; 1-2 dichloroéthane; 1-3 dichloro 2 propanol; 1-2 époxyp propane; oxyde d'éthylène; 2 nitropropane.

ANNEXE I

es listes des annexes Ia et Ib comportent les principales méthodes de référence homologuées et expérimentales. éventuellement, l'analyse de certains paramètres pourra exiger le recours à des méthodes non explicitement visées ci-dessous. En cas de modification des méthodes normalisées, les nouvelles dispositions sont applicables dans le délai de six mois suivant la publication.

es références FD sont des fascicules de documentation sans caractère normatif.

ANNEXE Ia

-:-:-:-

Méthodes de référence (art. 21)

Pour les eaux :

▷ échantillonnage :

Conservation et manipulation des échantillons	NF EN ISO 5667-3
Etablissement des programmes d'échantillonnage	NF EN 25667-1
Techniques d'échantillonnage	NF EN 25667-2
Cas des effluents aqueux des raffineries de pétrole	NF T 90-201

▷ analyses :

pH	NF T 90 008
Couleur	NF EN ISO 7887
Matières en suspension totales	NF EN 872
DBO ₅	NF T 90 103
DCO	NF T 90 101
COT	NF EN 1484
Azote Kjeldahl (1)	NF EN ISO 25663
Nitrites (N-NO ₂)	NF EN ISO 10304-1, 10304-2, 13395 et 26777
Nitrates (N-NO ₃)	NF EN ISO 10304-1, 10304-2, 13395 et FD T 90 045
Azote ammoniacal (N-NH ₄)	NF T 90 015
Phosphore total	NF T 90 023
Fluorures	NF T 90 004, NF EN ISO 10304-1
CN (aisément libérables)	ISO 6 703/2
Ag	FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Al	FD T 90 119, ISO 11885, ASTM 8.57.79
As	NF EN ISO 11969, FD T 90 119, NF EN 26595, ISO 11885
Cd	FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Cr	NF EN 1233, FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Cu	NF T 90 022, FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Fe	NF T 90 017, FD T 90 112, ISO 11885
Hg	NF T 90 131, NF T 90 113, NF EN 1483
Mn	NF T 90 024, FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Ni	FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Pb	NF T 90 027, FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Se	FD T 90 119, ISO 11885
Sn	FD T 90 119, ISO 11885
Zn	FD T 90 112, ISO 11885
Indice phénol	XP T 90 109
Phénols (raffineries de pétrole)	NF T 90 204
Hydrocarbures totaux (cas général)	NF T 90 114
Hydrocarbures totaux (raffineries de pétrole)	NF T 90 203
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	NF T 90 115
Hydrocarbures halogénés hautement volatils	NF EN ISO 10301
Halogènes des composés organiques adsorbables (AOX)	NF EN 1485

(1) La méthode de dosage Kjeldahl permet de doser les composés non oxydés de l'azote. L'azote global représente la somme de l'azote mesuré par la méthode Kjeldahl et de l'azote contenu dans les nitrites et les nitrates.

• Pour les gaz : émissions de sources fixes

Débit	FD X 10 112
O ₂	FD X 20 377 à 379
Poussières	NF X 44 052
CO	FD X 20 361 et 363
SO ₂	XP X 43 310 - FD X 20 351 à 355 et 357
HCl	XP X 43 309 puis NF EN 1911 (*)
PAH	XP X 43 329
Hg	XP X 43 308
Dioxines	NF EN 1948
Hydrocarbures totaux	NF X 43 301
Odeurs	NF X 43 101 à X 43 104

(*) après publication prévue pour le premier semestre 1998

ANNEXE Lb

Méthodes de mesure de référence (art. 63)

• Qualité de l'air ambiant :

CO	NF X 43 012
SO ₂	NF X 43 019 et NF X 43 013
NO _x	NF X 43 018 et NF X 43 009
Hydrocarbures totaux	NF X 43 025
Odeurs	NF X 43 101 à X 43 104
Poussières	NF X 43 021 et NF X 43 023 et NF X 43 017
O ₃	XP X 43 024
Pb	NF X 43 026 et NF X 43 027

REJETS A L'ATMOSPHERE
AUTOSURVEILLANCE
(1 fiche par émissaire réglementé)

- ♦ Année :
- ♦ Raison sociale :
- ♦ Adresse :
- ♦ Nom de la personne responsable :
- ♦ Identification de l'installation amont (chaudière : n° ..., sécheur n°) :
- ♦ Identification de l'émissaire :
- ♦ Hauteur de l'émissaire :
- ♦ Nature du traitement :
- ♦ Nombre de jours de production :
- ♦ Date de l'arrêté préfectoral :

Paramètres	Valeurs limites fixées par l'arrêté		Fréquence de l'autosurveillance fixée par l'arrêté
	mg/Nm ³	kg/h	

Commentaires sur les anomalies

hère

[illegible]

Faire 1 colonne par paramètre visé dans l'arrêté préfectoral.

- Le débit des effluents est exprimé en mètre cube par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 K=°vns) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec).
- Les concentrations en polluants sont exprimées en gramme ou milligramme par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.
- Pour les installations de séchage, les mesures se font sur gaz humide.
- Pour les installations de combustion ou d'incinération, les concentrations du polluant sont ramenées conventionnellement à une teneur en oxygène qui doit être systématiquement précisée (sauf spécification: 11 % pour l'incinération et la combustion de biomasse, 6 % pour les combustibles solides, 3 % pour les combustibles liquides ou gazeux).